

Ecrit par le 15 avril 2026

Darida Belaïdi : « le rôle d'un élu c'est de mettre en connexion un problème avec sa solution »



Candidate à sa propre succession dans le canton 1 d'Avignon lors des prochaines élections départementales des dimanches 20 et 27 juin prochains, Darida Belaïdi entend que ce scrutin se joue sur les projets et pas sur les querelles de personnes. En binôme avec Cédric Celaire, un ancien militaire de carrière durant 20 ans dans l'aéronavale, l'ancienne adjointe à la mairie d'Avignon ne revendique qu'une chose : penser au bien-être des habitants de son canton.

Le moins que l'on puisse dire c'est que la conseillère départementale sortante du canton d'Avignon est loin de susciter l'indifférence. 'Volcanique' pour ses soutiens, 'incontrôlable' pour ses ennemis, Darida Belaïdi sait aussi forcer le respect de ses adversaires. Bien que « ne manquant pas de caractère », ces derniers n'hésitent pas à souligner la pertinence de ses interventions au sein de l'hémicycle départemental. « Elle connaît très bien ses dossiers », reconnaît-on ainsi anonymement au sein d'une majorité départementale tout heureuse parfois que l'élue du canton Sud d'Avignon puisse évoquer ce que les autres n'osent pas dire. Un franc-parler et une liberté de parole que revendique haut et fort Darida Belaïdi.

Ecrit par le 15 avril 2026

« Plutôt que d'annoncer un programme qui a peu de chance d'être mis en œuvre par une hypothétique majorité à venir, j'ai préféré mener ma campagne autour de 4 idées fortes », explique Darida Belaïdi, candidate dans le canton 1 d'Avignon lors des prochaines élections départementales des dimanches 20 et 27 juin prochains.

Le logement c'est la dignité

Pour cette dernière, l'une des priorités est de permettre à chaque habitant de ce secteur, allant de Courtine à la Barbière en passant par la Rocade, de disposer d'un logement décent.

« Il y a un réel abandon des bailleurs sociaux sur ce territoire, regrette celle qui a été présidente de l'OPH (Office public de l'Habitat) du Grand Avignon* entre 2014 et 2015. Car le logement c'est la dignité. »

Sa solution pour éviter la création de ghettos ? « Il faudrait commencer à faire cesser les 'attributions communautaristes' dans les commissions d'attribution des logements. Les Turcs à tel endroit, les Marocains ici... On regroupe les gens par nationalité d'origine. Et après on explique qu'ils se regroupent en communautés alors que ce sont les bailleurs qui institutionnalisent ce communautarisme. Je l'ai bien vu lorsque je siégeais au sein des commissions d'attribution des logements. »

Même problématique avec la carte scolaire constate l'élue départementale : « même si ce n'est pas de la compétence du Département. Nous nous occupons déjà des collèges et il me semble, qu'à ce titre, nous devons peser pour une refonte de la carte scolaire en privilégiant une plus grande égalité des chances grâce à une meilleure mixité. » Pour cela, Darida Belaïdi souhaite travailler, à l'image de ce qui s'est fait un temps à Paul-Giera, sur la mise en place d'options, de classes 'sports-études' pour faire en sorte que l'on puisse faire venir des élèves d'autres collèges.

Favoriser une meilleure mixité

« Aujourd'hui, il y a des enfants qui viennent des mêmes quartiers, des mêmes milieux sociaux, qui partent avec les mêmes difficultés pour s'en sortir dans la vie et qui se retrouvent dans les mêmes écoles durant les premières années de leur scolarité. »

La même logique prévaut avec le collège Joseph-Roumanille. « Cet établissement construit en 1955 sur notre canton a plus que besoin d'une rénovation urgente. En effet, ce collège n'offre plus les conditions d'accueil que nous sommes en droit d'attendre pour nos enfants. » Problème : il s'agit d'une cité mixte avec un collège adossé à un lycée professionnel dépendant du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur qui a la main sur la mise concernant l'attribution des moyens.

« Désormais, il faut récupérer le collège en disant : 'Roumanille ne fait plus partie de la cité mixte'. C'est un collège à part entière du Département. »

« Tant qu'il n'y aura pas de mixité d'usage, il n'y aura pas de mixité sociale. »

« Au final, quand on voit dans quelles conditions vivent ces enfants aux collèges ou dans leur HLM il faut se poser la question de la considération qu'on leur donne. Quel citoyen veut-on en faire demain ? Ce sont des enfants de seconde zone. On nous parle de séparatisme et d'entre-soi. Moi, qui suis un pur produit

Ecrit par le 15 avril 2026

des quartiers, je ne peux que constater que les gens ne demandent pas à vivre ici. On les met là. »

« Ce manque de mixité se retrouve aussi dans les locaux commerciaux loués par les bailleurs : il y a l'atelier de robe oriental, l'agence de voyage pour le Maghreb... Moi je rêve d'une charcuterie à Monclar car tant qu'il n'y aura pas de mixité d'usage, il n'y aura pas de mixité sociale. Pourquoi accepter que les gens soient enfermés entre eux ? Même pour prendre un billet pour aller au 'bled' ils n'ont plus besoin de sortir de leur quartier. »

Un canton qui regorge de talents

« Pourquoi ne pas aller chercher les potentiels de ces quartiers, s'étonne-t-elle. Combien de fois ai-je entendu que notre canton était le plus pauvre, le plus difficile et le moins sûr du Vaucluse, rappelle celle qui est conseillère départementale depuis mars 2015. Ce sont des difficultés que je ne nie pas, mais notre canton regorge de talents. Des centaines de jeunes investis dans le sport, la culture, la musique, les mouvements associatifs ou l'entrepreneuriat. »

« Il y a des forces vives ici, il y a Courtine, il y a l'hôpital. Au lieu de cela, l'Etat injecte des millions d'euros dans le cadre des QPV (Quartier prioritaire de la politique de la ville) mais c'est un échec. En France, pas un quartier n'est sorti de ces dispositifs en redevenant de droit commun. L'objectif de ces dispositifs c'est pourtant d'en sortir. Cela fait 40 ans que ces quartiers d'Avignon sont en QPV. Cela prouve bien que cela ne marche pas et qu'il faut faire autrement. Pour ramener les gens vers la République, il faut les considérer. Et cela passe par le logement et l'éducation prioritairement. »

« Pour ramener les gens vers la République, il faut les considérer. »

LEO : les habitants de la rocade font aussi partie de la biodiversité

L'amélioration des conditions de vie des habitants du canton Sud passe aussi immanquablement par la poursuite de la réalisation de la LEO (Liaison Est-Ouest). « Il s'agit d'un scandale écologique et sanitaire qui empoisonne, dans tous les sens du terme, la vie des habitants. Il y a 40 000 véhicules qui empruntent chaque jour la 2 fois 2 voies de la rocade d'Avignon. Les 30 000 riverains respirent des gaz d'échappement toute la journée. C'est pire qu'une autoroute sous leurs fenêtres, c'est une autoroute à l'arrêt. Avec pour conséquence des nuisances sonores, des insomnies et un nombre de cancer ainsi que de pathologies respiratoires et cardiovasculaires plus important que dans le reste de la région Sud. »

« Les financements sont là pour réaliser la seconde tranche de ce projet de contournement d'Avignon, insiste la conseillère départementale. Il faut y aller sinon on risque de repartir pour 10 ans. »

« Les habitants de la rocade, comme tous les êtres humains font partie de la biodiversité », explique-t-elle lorsqu'elle constate que certains s'opposent à la poursuite du chantier. « Que je sache, les arbres ont la même valeur de chaque côté de la Durance, pourtant il faudrait sauver ceux de la ceinture verte en envoyant le trafic vers le Nord des Bouches-du-Rhône où c'est d'autres, qui semble susciter une mobilisation bien moindre, qu'il faudrait abattre. Ne pas continuer la LEO, cela serait une aberration politique qui conduirait à une crise sanitaire prolongée. »

Ecrit par le 15 avril 2026

« Que je sache, les arbres ont la même valeur de chaque côté de la Durance. »

Drôle de campagne et perspectives départementales

Dans cette drôle de campagne qui avance masquée en raison de la crise sanitaire du Covid-19, la militante socialiste qui n'est plus encartée assure qu'elle n'a jamais trahi sa famille politique. Sa brouille avec Cécile Helle, maire d'Avignon, lorsqu'elle faisait partie de l'équipe du premier mandat ? « Je ne suis pas une opposante à Cécile, j'ai simplement toujours dit ce que je pensais. Avec Cécile Helle on a été côte à côte pendant 20 ans. Politiquement, je partage quasiment tout avec elle. Même s'il y a des divergences, il y a le respect de ce qui a été fait ensemble. » Elle constate cependant que la gauche n'a pas ménagé ses efforts pour multiplier les candidats sur son canton. Lassé des coups bas, des insinuations, des trahisons Darida Belaïdi n'accepte pourtant plus que l'on puisse dire « c'est la politique ».

« Cela voudrait dire que la politique serait un monde parallèle où, à longueur de temps, nous serions en train de donner des leçons de vie en tant qu'élus à nos concitoyens. On leur explique comment il faut vivre, se comporter, être bienveillant, solidaire... Et après en politique cela n'existerait plus. Dire 'C'est la politique', cela voudrait donc dire que tout est autorisé sous prétexte que l'on est en politique ! Dans le monde professionnel personne n'accepterait ce type de comportement. Alors pourquoi l'accepter en politique ? »

Superstitieuse, Darida Belaïdi ne veut pas aborder une victoire lors du prochain scrutin. Pourtant, à l'évocation d'un basculement du Vaucluse dans le camp du RN (Rassemblement national) elle assure qu'elle mettra tout en œuvre pour battre le RN « car j'ai côtoyé leurs élus en séance pendant 6 ans et qu'ils sont contre les compétences de solidarité et les politiques publiques du Département. Ils ne seront pas donc en capacité de mener des politiques sur des domaines qui les révoltent. Par contre, je serais avec ceux qui pourront faire avancer mon canton sur les sujets que je défends. Car finalement, le rôle d'un élu c'est simplement de mettre en connexion un problème avec sa solution. Le reste cela n'a pas d'importance. »

Les candidats dans le canton d'Avignon 1 : Samir Allel et Léa Louard (ECO), Eric Deshayes et Zinèbe Haddaoui (UG), Darida Belaïdi et M. Cédrick Celaire (DVG), Tatiana Gavriluk et Paul Ruat (RN) ainsi que Coline Hafsaoui et Alain Moretti (REM).

**Organisme aujourd'hui fusionné avec Mistral habitat (le bailleur de Département) au sein de la nouvelle structure Vallis habitat qui a vu le jour en 2020.*